

DÈS LE REJET DU FORMAT OPENXML PAR L'ISO

Microsoft dans le flou, ses utilisateurs aussi

Pendant la possible normalisation d'OpenXML, Microsoft va traverser une période d'incertitudes. Pourrait laisser le champ libre à l'Open Source, notamment dans l'administration française.

TEXTE
en XML

nombre, sur tant, dont primés, nation ISO en XML a votes positifs : le requis de format de 'a donc pas isé suivant la simplifiée de : al. La France rtivement.

tant norme pas devenue NF. Le e, l'Afnor a duction de ternationale çais. Une peut être comme la e de la 'Afnor de ier les deux onté rs du vote IL.

Après avoir joué la montre auprès des utilisateurs – en promettant la normalisation prochaine du format bureautique OpenXML pour contrer ODF (Open Document Format) d'OpenOffice –, Microsoft doit une nouvelle fois appeler le marché à la patience. En rejetant la normalisation rapide (par procédure simplifiée) du format d'Office 2007, l'ISO contraint en effet l'Ecma, le groupe d'industriels qui a présenté OpenXML à la normalisation, à réviser sa copie. Un parcours d'obstacles que l'éditeur espère terminer pour le printemps prochain. Ce qui paraît bien optimiste...

Même ainsi, les utilisateurs savent que s'ouvre une période de flou de neuf mois pour Office 2007. « Le risque pour Microsoft, c'est que les gens attendent une vraie implémentation d'OpenXML », analyse Jean-François Donikian, président de StarXpert, une société spécialisée dans les migrations vers OpenOffice. Autrement dit, la version d'Office qui intégrera le format révisé, tel qu'il sera soumis en 2008 à l'ISO. « Si il y a des évolutions dans OpenXML, elles seront moindres que celles programmées dans ODF, rétorque Bernard Ourghanlian, directeur technique et sécurité de Microsoft

Presque 300 000 postes sous OpenOffice pour l'administration

Quelque 400 000 postes dans l'administration centrale sous OpenOffice fin 2007. C'est l'objectif que s'était fixé l'Etat français à la rentrée dernière. Un objectif ambitieux, fixé il est vrai sur la base de déploiements déjà entamés : en octobre 2006, notre enquête chiffrait à 150 000 le nombre de postes sous OpenOffice. Un an plus tard, malgré la contre-offensive de Microsoft – relativisant notamment les économies permises par une migration vers la suite libre –, les estimations varient de 250 000 à 300 000 postes déployés notamment chez les gendarmes (80 000), à l'Equipelement (60 000), à l'Intérieur (40 000) ou aux Douanes (20 000). ■

France. L'instabilité est partagée par tous les formats. »

En France, le retard pris par OpenXML pourrait avoir des conséquences lourdes pour l'éditeur. « Si le format avait été normalisé, cela aurait pu affaiblir le mouvement de fond vers les environnements libres, analyse Philippe Kanony, directeur du secteur public chez Unilog. Un mouvement qui s'accélère. » De son côté, l'administration travaille à la mise au point du référentiel général d'interopérabilité (RGI). Or, dans sa version préliminaire, ce dernier favorise nettement ODF. Il préconise notamment d'interdire toute « migration depuis le format bureautique couramment utilisé par une organisation vers un format autre que le format ouvert Open

Document ». Tout en rendant obligatoire pour les administrations d'accepter ledit format pour les échanges de documents. Une véritable déclaration de guerre pour Microsoft qui tente depuis d'obtenir l'ajout d'OpenXML comme format de référence aux côtés de ODF. Une volonté contrariée par la décision récente de l'ISO.

L'opposition de certaines collectivités

Mais tout est affaire de calendrier. La première consultation sur le RGI s'étant déroulée en l'absence de décret d'application, la Direction générale de la modernisation de l'Etat a dû constituer a posteriori un comité chargé de valider le document de base. Et, en son sein, s'expriment de fortes

oppositions au RGI actuel. « Je ne suis pas satisfait du mode de concertation avec les collectivités dans le processus de définition du RGI », s'énerve ainsi Alain Risson, maire de Gluiras (Ardèche) et animateur d'un groupe de travail sur les téléprocédures à l'Association des maires de France. Membre du Conseil exécutif de l'interopérabilité de Microsoft, le maire de Gluiras reprend : « Le temps de l'administration est tellement lent que prendre des décisions sur des formats n'a pas de sens. Le RGI comporte 210 règles sur des questions souvent déjà dépassées. Le vrai débat devrait porter sur l'interopérabilité des données, plutôt que sur celle des documents. » Une position qui résume l'hostilité de certaines collectivités au RGI.

Une opposition qui n'augure pas d'une sortie rapide du RGI. La prochaine réunion du comité, en octobre, qui doit précéder une consultation de la Commission européenne, s'annonce tendue. « D'autant que la concertation qui était prévue pendant l'été n'a pas eu lieu », explique Alain Risson. Le référentiel ne verra donc pas le jour avant février ou mars 2008.

Le référentiel a toutefois commencé à produire ses effets. « Plusieurs administrations s'inscrivent déjà dans ce cadre », explique un responsable au sein d'un ministère. Notamment l'Intérieur, la Défense, l'Equipelement et la Culture. « Ces références sont illicites, tonne Bernard Ourghanlian, de Microsoft France. Il n'est pas impossible que nous entreprenions des actions pour mettre fin à ces pratiques. » Pendant la normalisation, la guéguerre continue. ■

REYNALD FLÉCHAUX
rfléchaux@idg.fr

IL ET RGI : DEUX COURSES CONTRE LA MONTRE

